

MALOUIN, Marie-Paule, dir., *L'univers des enfants en difficulté au Québec entre 1940 et 1960* (Montréal, Bellarmin, 1996), 458 p.

Denyse Baillargeon

Volume 50, Number 3, Winter 1997

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/305586ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/305586ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Baillargeon, D. (1997). Review of [MALOUIN, Marie-Paule, dir., *L'univers des enfants en difficulté au Québec entre 1940 et 1960* (Montréal, Bellarmin, 1996), 458 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 50(3), 466–469.
<https://doi.org/10.7202/305586ar>

MALOUIN, Marie-Paule, dir., *L'univers des enfants en difficulté au Québec entre 1940 et 1960* (Montréal, Bellarmin, 1996), 458 p.

Lors de sa parution, cet ouvrage a fait l'objet d'une attaque en règle de la part de Bruno Roy, président du Comité des orphelins et des orphelines institutionnalisés, plus communément appelés les «enfants de Duplessis», qui y voyait une tentative de dédouaner les religieuses de toute responsabilité, sous le couvert d'une analyse féministe (voir *Le Devoir*, 1^{er} mars 1996). Il faut dire que la recherche qui a conduit à la rédaction de ce livre a été commanditée par la Conférence religieuse canadienne, région du Québec, dans le but de «situer dans un contexte plus vaste» les accusations portées par ces orphelins contre certaines communautés. Plus précisément, il s'agissait de comprendre le contexte historique de la période au cours de laquelle se seraient déroulés les faits reprochés aux religieuses, soit les années 1940 à 1960, et «d'exposer le fonctionnement des établissements à la lumière des mentalités, des structures sociales, du contexte politique, économique et éducatif de l'époque» (p. 12). Sommes-nous pour autant devant un cas de «récupération idéologique», comme le prétendait Roy?

D'entrée de jeu, on peut certainement affirmer que l'ouvrage dirigé par Malouin constitue une très bonne synthèse de cet «univers des enfants en difficulté», c'est-à-dire des orphelins, des enfants «délinquants», handicapés ou souffrant d'une déficience intellectuelle. S'appuyant sur un vaste ensemble d'études déjà parues, que ce soit en histoire, en travail social, en psycho-

logie ou en sociologie, mais aussi sur des recherches en archives lorsque les données faisaient défaut, l'ouvrage aborde la plupart des dimensions de cet univers, du financement des institutions à leur gestion quotidienne, des conditions de vie des pensionnaires aux conflits qui ont pu surgir entre les différents niveaux de gouvernement, les communautés et leurs évêques, des législations et mesures adoptées en matière de bien-être infantile à la conception que la société et les spécialistes se faisaient de l'enfance «normale», de la délinquance juvénile, de la déficience mentale et de la folie.

Le livre débute par deux chapitres liminaires, le premier rappelant l'évolution des rapports entre l'Église et l'État entre 1608 et 1921 en ce qui concerne l'assistance publique au Québec, le second présentant la manière dont on concevait l'enfant et son éducation à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Le troisième chapitre est consacré au sort réservé aux «filles-mères» et le quatrième, aux crèches où étaient recueillis leurs enfants dits «illégitimes». Le cinquième chapitre s'attarde aux mères «nécessiteuses», alors que le sixième concerne les orphelinats. Les chapitres suivants s'intéressent aux institutions accueillant les délinquants (chap. 7), les malades mentaux (chap. 8) et les déficients (chap. 9). Le corps de l'ouvrage se termine sur un dixième chapitre relatant la fin de cet univers institutionnel au cours de la décennie 1960.

On le voit, peu d'aspects ont échappé à l'auteure et à son équipe de recherche. Certains chapitres, celui par exemple portant sur les mères «nécessiteuses» largement inspiré des travaux d'Yves Vaillancourt, présentent peu de faits nouveaux; d'autres, par contre, se fondent en tout ou en partie sur une recherche en archives qui lève un coin du voile sur certaines dimensions de l'histoire des institutions d'assistance. C'est le cas notamment du chapitre 9 qui relate les difficultés rencontrées par les sœurs de la Providence, prises entre l'arbre et l'écorce des relations fédérales-provinciales et des rapports Église-État, dans leur tentative de transformer leur institution en véritable lieu d'éducation pour les déficients intellectuels (p. 329 et ss). Dans l'ensemble, toutefois, l'ouvrage se démarque moins par la quantité de recherche originale (ce qu'on ne saurait lui reprocher: ce n'était pas là l'essentiel du mandat confié à l'équipe de recherche ni, du reste, le propre des ouvrages de synthèse), que par le fait qu'il fait le point sur les connaissances actuelles au sujet des institutions d'assistance dirigées par les religieuses, tout en replaçant leur action dans le cadre des rapports sociaux de classes et de sexes et des relations Église-État.

L'essentiel de l'argumentation pourrait se résumer comme suit: si on peut aujourd'hui déplorer le traitement qu'ont subi les «enfants en difficulté» dans le Québec duplessiste, c'est moins aux religieuses qu'il faut en faire le reproche, qu'à l'ensemble de la société qui se préoccupait fort peu de leur sort et qui était trop heureuse de voir les communautés les prendre en charge à peu de frais. Tout au long des chapitres, Maloin démontre en effet que ces institutions d'assistance étaient loin de bénéficier d'un financement adéquat de la part de l'État. Cette situation, et le fait qu'elle ait pu perdurer, ne peut s'expliquer, selon l'auteure, qu'en considérant les rapports de classes et de

sexes. D'une part, en effet, la plupart des enfants «placés» en institutions provenaient des classes les plus pauvres de la société, c'est-à-dire de celles qui n'avaient aucun poids politique réel. D'autre part, en raison du caractère patriarcal de la société québécoise, le travail que les religieuses effectuaient auprès de ces enfants était associé à une forme de maternage, perçue comme naturelle chez les femmes et ne commandant donc aucune rémunération. L'appartenance de sexe des religieuses les plaçait, en outre, dans une position de subordonnées vis-à-vis de l'épiscopat et du gouvernement, ce qui handicapait sérieusement leurs efforts pour améliorer la situation économique des établissements qu'elles dirigeaient. Cette même société patriarcale était par ailleurs responsable du fait que nombre de mères («filles-mères», mais aussi veuves et femmes désertées par leur mari) devaient abandonner leur progéniture dans des institutions. Ainsi, en raison de leur sexe, les religieuses ont été en quelque sorte amenées à se substituer à des mères biologiques incapables de supporter leur famille, sans que la société, plutôt indifférente à l'égard du sort de ces enfants, leur en donne les moyens. Vers les années cinquante et surtout durant les années soixante, cette société patriarcale, plus précisément l'État et le haut clergé, supportés par les professionnels masculins de la santé, a cherché à démanteler ce réseau d'institutions, parce qu'il était dirigé par des femmes et qu'il leur conférait un certain pouvoir surtout vis-à-vis des médecins, mais sous prétexte de «moderniser» le système d'assistance et en reprochant aux communautés la manière dont elles avaient traité les enfants par le passé.

Sur le fond de la question, Malouin parvient facilement à convaincre, car sa démonstration du sous-financement des institutions et du peu de cas que l'on faisait de ces enfants dans plusieurs milieux est fort bien étayée. Sur d'autres points cependant, l'argumentation est moins convaincante, en particulier lorsqu'elle compare la situation des enfants en difficulté à celle des enfants «normaux», en se référant à la conception de l'éducation et de l'enfance, de manière à faire ressortir uniquement les ressemblances entre les deux groupes. S'il est vrai qu'à une certaine époque beaucoup d'enfants, ayant leurs deux parents, étaient «institutionnalisés» tout au long de leur scolarité, cet «internement» dans les couvents et les pensionnats était temporaire, et il me semble que l'on peut difficilement établir un parallèle sérieux entre leur condition et celle des enfants sans attaches familiales, condamnés à vivre dans une crèche, un orphelinat, une école de réforme ou un établissement psychiatrique, sans espoir, ou presque, d'en sortir avant l'âge adulte (p. 57, 72, 181 et 434 notamment).

En outre, l'ouvrage reprend souvent à son compte les témoignages des religieuses, sans les soumettre à la critique, et il laisse certaines questions délicates en suspens. C'est le cas, notamment, lorsqu'est abordée la situation des enfants dans les crèches. Alors que le texte mentionne leur surpeuplement, le manque de personnel et l'incompétence de certaines jeunes filles embauchées par les religieuses (p. 129 et 130), en raison de la faiblesse des subventions gouvernementales, il poursuit en affirmant que les enfants y recevaient néanmoins des «soins physiques adéquats» (p. 132). Peut-être était-ce le cas de ceux qui survivaient, mais cela paraît douteux quand on

connaît les taux effarants de mortalité infantile dans ces institutions. L'auteure évite pourtant de creuser cette question, se contentant de relever (p. 142, note 55) la contradiction entre le témoignage de sœur Marie Gérin-Lajoie, affirmant que «la mortalité infantile [dans les crèches] y est plus basse que dans les familles» (p. 132), et l'affirmation de l'historienne Andrée Lévesque à l'effet que «37,7% des enfants de la Miséricorde, nés entre 1929 et 1939, meurent durant leur première année». Cette contradiction n'est pas attribuable au fait que Gérin-Lajoie et Lévesque ne se réfèrent pas à la même période, comme le suppose Malouin dans sa note de la page 142, puisque Gérin-Lajoie s'exprimait ainsi en 1937. En fait, les statistiques de mortalité infantile de la Ville de Montréal nous apprennent qu'en 1941, le taux de mortalité des enfants «illégitimes», dont la grande majorité naissaient à La Miséricorde, était de 359 pour mille, contre 54,2 pour mille pour les enfants «légitimes» (*Rapport annuel du Service de santé de la Ville de Montréal*, 1941, 243); la différence était tout aussi marquée en 1937: 289,7 pour mille contre 76,3 pour mille, selon la même source.

Devant ces chiffres, il est impossible de conclure, avec l'auteure, que les crèches offraient des conditions de vie plus hygiéniques que les taudis des quartiers ouvriers ou que l'essor des crèches et des orphelinats a été soutenu par le mouvement hygiéniste (p. 441). De même, il est difficile d'admettre que les religieuses se sont presque toujours comportées de façon exemplaire, comme tente de nous le faire voir l'ouvrage. S'il est vrai qu'elles ont su se montrer novatrices, comme dans le cas de la création de l'Institut médico-pédagogique du Mont-Providence, ou encore que leur expertise en matière de déficience intellectuelle valait bien celle des médecins (p. 369-372), par ailleurs, leur tâche était si démentielle et leurs ressources financières si limitées que les dérapages étaient sans doute inévitables, comme le prouvent les statistiques évoquées plus haut. Or, tout en démontrant que les difficultés financières venaient passablement restreindre l'action des religieuses, l'ouvrage n'aborde que très superficiellement les impacts que cela a pu avoir sur les enfants, préférant insister sur le fait que le système actuel de prise en charge (placement en milieu familial et désinstitutionnalisation) présente lui aussi des failles importantes (p. 421-422 notamment). Sans que ce soit dit expressément, on sort de la lecture de cet ouvrage avec l'impression que le système institutionnel aurait été à peu près parfait s'il avait été convenablement financé, ce dont je doute.

Bref, si cette synthèse s'appuie sur une recherche fouillée et sur une interprétation féministe qui met en lumière l'envers du décor, elle évite d'aborder directement l'épineuse question du sort des enfants, question qui pourtant se trouvait à l'origine de la controverse qui a suscité ce projet de livre. C'est d'autant plus dommage que la perspective féministe qui sous-tend l'analyse aurait permis de traiter plus directement et ouvertement de cet aspect, sans pour autant verser dans la dénonciation et la chasse aux sorcières, comme le fait le Comité présidé par Bruno Roy.